

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 19 MAART 2008

Voormiddag

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MERCREDI 19 MARS 2008

Matin

De vergadering wordt geopend om 10.19 uur en voorgezeten door de heer Herman Van Rompuy.
La séance est ouverte à 10.19 heures et présidée par M. Herman Van Rompuy.

Aanwezig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Geen / Aucun

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

Berichten van verhindering **Excusés**

Ludo Van Campenhout, wegens ziekte / pour raisons de santé;
Renaat Landuyt, wegens ambtsplicht / pour devoirs de mandat;
Christine Van Broeckhoven, verhinderd / empêché.

Ontwerpen en voorstellen **Projets et propositions**

01 Wetsontwerp tot aanvulling van de omzetting van richtlijn 2002/14/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2002 tot vaststelling van een algemeen kader betreffende de informatie en de raadpleging van de werknemers in de Europese Gemeenschap (890/1-2)

01 Projet de loi complétant la transposition de la directive 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 établissant un cadre général relatif à l'information et à la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne (890/1-2)

Algemene bespreking ***Discussion générale***

De algemene bespreking is geopend.
La discussion générale est ouverte.

Collega's, wij moeten deze bespreking kunnen aanvatten in aanwezigheid van de minister van Werk. Ik heb hem laten verwittigen voor en na 10.00 uur, maar blijkbaar is er een vergadering van de ministers gaande. Ik weet niet dewelke en ik weet ook niet waarover. In afwezigheid van de minister kunnen wij dat belangrijke wetsontwerp onmogelijk bediscussiëren. Daarom stel ik voor onze vergadering te schorsen tot 11.00 uur.

De vergadering is geschorst.
La séance est suspendue.

De vergadering wordt geschorst om 10.20 uur.
La séance est suspendue à 10.20 heures.

De vergadering wordt hervat om 11.04 uur.
La séance est reprise à 11.04 heures.

De vergadering is hervat.
La séance est reprise.

Collega's, de minister van Werk is ondertussen aangekomen, zodat wij de bespreking van het wetsontwerp over informatie en raadpleging van de werknemers in de Europese Gemeenschap kunnen aanvatten. Avant que je donne la parole à Mme Dieu pour son rapport, je voudrais suggérer une réunion de la Conférence des présidents à midi pour l'ordre des travaux de cet après-midi.

01.01 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, la tenue de cette réunion ne me pose pas de problème, pourvu qu'elle soit relativement brève. Seulement, il faut alors décaler la réunion de la commission des Finances.

Le **président**: Ce sera très bref.

01.02 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen!): Je propose que la commission des Finances et du Budget soit décalée d'un quart d'heure. Je trouverais dommage que nous arrivions en retard pour assister à l'audition à huis clos de M. Quaden.

Le **président**: La réunion a lieu à midi.

01.03 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen!): Oui, à ma connaissance, c'est bien à midi.

Le **président**: J'estime aussi qu'il conviendrait de reculer d'un quart d'heure la commission. Il sera pris contact avec M. de Donnea à cette fin.

01.04 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, ik geloof inderdaad dat de Conferentie van voorzitters zeer kort zal zijn. Ik denk dat er wel een manier zou kunnen gevonden worden om die zeer kort te houden.

01.05 Camille Dieu, rapporteur: Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, la commission des Affaires sociales a examiné au cours de deux réunions, les 4 et 11 mars derniers, le projet de loi qui transpose en droit belge la directive européenne 2002/14 qui concerne l'information et la consultation des travailleurs dans l'Union européenne. Le ministre a rappelé la problématique belge et l'historique de l'affaire en remontant en 1997, quand la direction de Renault a décidé brutalement et unilatéralement de fermer le site de Vilvorde et en a fait l'annonce lors d'une conférence de presse au Hilton. Ceci a déclenché une vive indignation chez nous, comme vous vous en souviendrez, qui a dépassé nos frontières.

La Commission européenne s'est emparée du sujet, estimant important pour le fonctionnement de notre économie que les travailleurs puissent recevoir ce genre d'informations et ainsi anticiper en optant pour des mesures de requalification et de réinsertion professionnelle.

La Commission a donc essayé d'établir un dialogue social au niveau européen, dialogue qui a échoué en raison du refus de l'UNICE, représentant les employeurs à ce niveau. Par conséquent, elle a décidé d'autorité de régler la question au moyen d'une proposition de directive déposée devant le Parlement européen et le Conseil européen. Cela a pris un certain temps d'arriver à un texte, la directive étant finalement produite en 2005.

La Belgique devait adapter son système d'information et de consultation des travailleurs puisqu'il était seulement prévu que les travailleurs soient informés dans les comités d'entreprise pour les entreprises employant plus de 100 personnes. En deçà de ce chiffre, aucune information n'était prévue.

Le dialogue n'a pas été simple entre les partenaires sociaux. Un premier désaccord a été constaté au Conseil national du Travail en 2005, désaccord qui se manifestait aussi au niveau politique, la question étant de savoir à partir de quel seuil il fallait informer les travailleurs, dans la mesure où l'on parlait dans le texte de la directive d'unité technique d'exploitation, terme inconnu chez nous.

En 2007, la Belgique n'ayant toujours rien fait, elle a été condamnée par la Cour européenne de Luxembourg pour ne pas avoir transposé la directive, avec des menaces d'amendes importantes et

d'astreintes journalières à la clé.

Le projet de loi à l'examen aujourd'hui est donc l'aboutissement d'un processus difficile: sept ans de concertation, d'actions, de négociations au niveau fédéral et une condamnation par la Cour européenne de Luxembourg.

Finalement, en novembre 2007, les partenaires sociaux ont abouti à un accord de transposition de la directive, accord qui se base sur les conditions minimales de la directive, à savoir les entreprises qui comptent de 50 à 99 travailleurs. C'est ce volet que vous trouvez dans le projet de loi.

Par ailleurs, les partenaires sociaux se sont aussi mis d'accord, d'une part, sur des compétences complémentaires à attribuer dans les entreprises de 50 à 99 travailleurs, et, d'autre part, sur un volet d'information et de consultation des travailleurs pour les entreprises employant moins de 50 travailleurs. C'est la fameuse convention du 27 février 2008 qui modifie la CCT n° 9. Tout cela est ardu, j'en conviens!

Le projet de loi modifie en son article 3 la loi de 1996 sur le bien-être au travail dans les compétences que l'on attribue aux comités pour la protection et la prévention au travail (CPPT). Aux compétences actuelles des CPPT se sont ajoutées des compétences répondant aux prescrits de la directive européenne pour l'information des travailleurs et ce, en l'absence de conseil d'entreprise ou d'une délégation syndicale compétente pour l'ensemble du personnel.

L'article 65decies nouveau de la loi de 1996 sur le bien-être au travail est donc extrêmement important à cet égard. En effet, il prévoit que le CPPT reprend les compétences des conseils d'entreprise en leur absence et celles de la délégation syndicale afférente à l'ensemble du personnel également. Mais le ministre nous a également précisé que "la convention collective n° 9 avait été modifiée en 2008 pour y intégrer l'information et la consultation sur les décisions susceptibles d'entraîner des modifications importantes dans l'organisation du travail ou dans les contrats de travail, ceci afin de répondre entièrement à la directive". Ainsi, le comité reçoit aussi ses nouvelles compétences en l'absence de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale compétente pour l'ensemble du personnel.

Lors de la discussion générale, M. Vercamer a évoqué la complexité de l'accord conclu entre les partenaires sociaux, dont la portée est difficilement compréhensible sans une lecture conjointe du projet de loi et du contenu de la CCT n° 9 telle que modifiée.

Selon M. Vercamer, il aurait été plus simple et plus logique de prévoir qu'un conseil d'entreprise soit composé de membres du comité des CPPT dans les entreprises de 50 travailleurs et plus, ce qui n'augmentait pas, par ailleurs, le nombre de délégués protégés.

L'orateur s'est également interrogé sur la notion de délégation syndicale, telle qu'elle est contenue dans le texte même du projet de loi dans l'article 65decies nouveau, précisant qu'une délégation ne représente que les travailleurs syndiqués et non l'ensemble des travailleurs. Toujours concernant l'article 65decies, M. Vercamer et votre rapporteur ont interrogé le ministre sur son nouveau mécanisme de "cascade" dans le dialogue social, dont une explication suffisante et claire n'apparaît pas dans l'exposé des motifs.

En outre, votre rapporteur a fait valoir que, lorsqu'une délégation syndicale sera présente au sein de l'entreprise, cela entraînera une dispersion de l'information entre deux organes différents, le CPPT, d'une part, et la délégation syndicale, d'autre part.

Les deux intervenants ont alors posé la question de l'avenir de la loi de 1948, qui prévoit la création d'un conseil d'entreprise à partir de 50 travailleurs, disposition qui n'a jamais été appliquée, puisque la première disposition comprenant un conseil d'entreprise à partir de 100 travailleurs, qui remonte à 1979, a été systématiquement reportée au moment des élections sociales, vu l'urgence.

Votre rapporteur s'est aussi interrogée sur le champ d'application du projet de loi puisque le Conseil d'État lui-même relève que "la directive européenne s'applique à toute entreprise à rentabilité économique, qu'elle soit publique ou privée". Donc qu'en était-il des entreprises publiques autonomes?

Enfin, votre rapporteur est également intervenue sur le volet des PME de l'accord du groupe des dix. En effet, si cet accord contenu dans la modification de la CCT n° 9 notifie un seuil de 20 travailleurs – ce qui constitue déjà une amélioration –, il faudra néanmoins en revenir à des notions plus précises quant aux

organisations représentatives des travailleurs que le respect de notre propre Constitution dans son article 23.

M. Gilkinet, Mme De Block et M. Jeholet ont fait part au nom de leur groupe respectif de leur soutien au projet de loi. M. D'haeseleer s'est réjoui de l'accord du groupe des dix qui met la Belgique en conformité avec la directive européenne mais, en même temps, s'est interrogé sur le champ d'application du projet de loi et a demandé au ministre quelles seraient les conséquences pour la Belgique de la deuxième procédure entamée par la Commission européenne en février 2008: je parle ici des astreintes et des amendes. Mme De Maght a dit partager cette préoccupation.

Dans ses réponses, le ministre de l'Emploi a renvoyé au contenu de la convention collective n° 9ter du 27 février 2008, qui complète le projet de loi. Il a insisté sur l'urgence à l'adopter, en raison de l'existence du problème des astreintes et du fait qu'il avait envoyé le contenu de ce projet de loi pour qu'il soit communiqué immédiatement à la représentation permanente de la Belgique auprès de la Commission (COREPER) pour l'avertir que nous avons enfin rempli nos obligations en matière de transposition.

Plusieurs membres ont regretté que le ministre n'ait pas fourni davantage d'explications précises sur certaines questions soulevées. Nous sommes ensuite passés à l'examen des articles; ils ont tous été adoptés à l'unanimité, ainsi que l'ensemble du projet.

Monsieur le président, j'aimerais à présent dire un mot au nom de mon groupe. Il s'agit d'une matière un peu ardue. J'insisterai sur la position du groupe socialiste à cet égard. D'une part, nous nous réjouissons qu'enfin cette directive européenne ait été transposée et qu'un accord ait été conclu entre les partenaires sociaux. Nous espérons ainsi échapper aux amendes et aux astreintes journalières prévues.

D'autre part, certaines interrogations n'ont pas trouvé réponse. Par exemple, le CPPT, nous dit-on, voit ses compétences étendues pour les dossiers économiques et financiers. En l'absence de délégation syndicale compétente pour l'ensemble du personnel, il voit aussi ses compétences étendues dans deux domaines: l'emploi et les changements importants dans l'entreprise entraînant des répercussions sur la situation des travailleurs. Cela serait réglé par la convention du 28 février 2008, que le ministre a longuement évoquée en commission.

Mais, comme nous ne disposons pas des modifications en question, nous ne pouvons que nous perdre en conjectures à ce propos, nous demandant comment réunir ce puzzle entre les diverses compétences ainsi attribuées. Nous espérons qu'il n'y aura pas de couac par la suite dans la transposition des prescrits de la directive.

Même si on nous dit qu'il s'agit d'une matière qui concerne les partenaires sociaux, il n'en reste pas moins que c'est bien l'État belge qui est responsable devant la Commission européenne et non les partenaires sociaux.

On peut par exemple légitimement s'interroger sur le sens exact des termes "modifications importantes dans l'organisation du travail ou dans les contrats de travail" qui font l'objet de la fameuse CCT 9ter qui a été modifiée. Nous n'avons pas eu de réponse et je le regrette.

On peut également s'interroger sur le choix des partenaires sociaux d'avoir mis en place un nouveau dialogue social au sein de l'entreprise qui partage les compétences entre le CPPT et la délégation syndicale compétente pour l'ensemble des travailleurs, étant entendu que le texte lui-même ne parle que de délégation syndicale alors que l'exposé des motifs et le commentaire des articles parlent de délégation syndicale compétente pour l'ensemble du personnel.

Nous pensons que la santé d'une entreprise est un tout et que l'information qu'on doit livrer aux représentants des travailleurs porte à la fois sur le volet économique, sur le volet financier, sur le volet emploi, sur le volet formation, etc. À cet égard, la proposition de loi que j'avais déposée avec le sp.a lors de la précédente législature simplifiait les choses puisque nous avions prévu qu'à partir d'un seuil de 20 travailleurs, le CPPT était compétent pour tout et cela n'augmentait pas le nombre de délégués protégés, ce qui pouvait satisfaire les employeurs. Ce n'était peut-être pas l'idéal mais c'était en tout cas mieux que le projet qui est sur la table.

Enfin, j'en arrive au deuxième volet, les partenaires sociaux ont quand même réussi à dépasser une lecture mécanique et restrictive de la directive puisqu'ils ont parlé pour la première fois d'information des travailleurs dans les entreprises de moins de 50 travailleurs. On reconnaît dès lors, me semble-t-il, le fait syndical dans l'entreprise car je verrais mal qu'on informe des travailleurs par une autre voie qu'une organisation représentative au sens de la loi de 1968. Je veux dire en fait que le groupe PS n'acceptera jamais que l'on passe par un syndicat maison, un ombudsman ou encore un conseiller en ressources humaines.

Je pense que ce projet est une avancée. Les travailleurs pourront avoir une vue globale de ce qui se passe dans leur entreprise. C'est une avancée en termes de démocratie sociale, ce que nous pouvons souligner.

Le fait qu'on ait parlé d'un seuil de 20 travailleurs au moment des discussions du mois de février pourrait nous laisser penser qu'on va enfin arriver à un seuil général, sans plus de distinction entre les différents seuils d'entreprises. Mais ce seuil général ne répondra néanmoins pas à la préoccupation de l'article 23 de notre Constitution, qui parle d'information pour tous les citoyens.

Monsieur le ministre, le groupe PS votera évidemment ce projet, même si nous pensons qu'il n'est pas clôturé et que l'affaire reviendra sur la table avant les élections sociales de 2012. En effet, il reste toujours cette disposition de la loi de 1948 qui n'a pas été exécutée, à savoir la mise sur pied d'un conseil d'entreprise à partir de 50 travailleurs. Nous espérons que, cette fois, les choses iront jusqu'au bout.

Je vous remercie pour votre attention.

01.06 Stefaan Vercamer (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, collega's, het voorliggende wetsontwerp is de uitvoering van een akkoord tussen de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties in ons land.

Ik wil drie zaken onderstrepen. Het is een goede zaak dat er hierover een akkoord werd bereikt en dat er nu een regeling is voor de ondernemingen met meer dan 50 werknemers. Die regeling komt tegemoet aan de vraag van Europa, maar blinkt helemaal niet uit in transparantie, eenvoud of duidelijkheid. Er was ook een nieuwe CAO nodig van de Nationale Arbeidsraad om dit wetsontwerp aan te vullen. Daardoor is het geheel een kluit geworden dat nog weinigen kunnen ontwarren.

Bovendien heeft de minister in de commissie een aantal bijkomende noodzakelijke toelichtingen moeten geven, zoals mevrouw Dieu daarnet heeft gezegd. Het was volgens ons heel wat eenvoudiger en logischer geweest om in de ondernemingen met meer dan 50 werknemers het Comité voor Preventie en Bescherming op het Werk in de plaats te laten treden van de ondernemingsraad. Dat is nu al het geval voor ondernemingen die vroeger meer dan 100 werknemers en een ondernemingsraad hadden, en die onder de 100 werknemers zijn gezakt, maar boven de 50 werknemers zijn gebleven. Men had beter die regeling overgenomen.

Het heeft echter niet mogen zijn. De sociale partners hebben het anders en ingewikkelder geregeld. Zoals u weet, respecteren wij hetgeen de sociale partners overeenkomen. Wij roepen hen nu echter op om deze aangelegenheid eenvoudiger en transparanter te maken tegen de volgende sociale verkiezingen. Zij krijgen daartoe de mogelijkheid aangezien er binnen de groep van 10 werd beslist dat er in 2010 een evaluatiemoment zal komen. Dat is noodzakelijk en werd zo afgesproken. Het is immers niet omdat wij vandaag een wetsontwerp goedkeuren dat tegemoetkomt aan de vraag van Europa, dat er al een oplossing is voor de sociale verkiezingen van 2012. Dat is niet het geval.

Wij wijzigen vandaag niet de wet van september 1948 die onverkort van toepassing blijft en die stipuleert dat een ondernemingsraad moet worden opgericht in een onderneming die meer dan 50 werknemers telt. Het huiswerk is vandaag dus niet af. Vandaag stellen we ons in regel met de Europese richtlijn en zetten we een eerste belangrijke stap naar een definitieve oplossing die er moet komen vóór de sociale verkiezingen van 2012.

CD&V-N-VA zal het wetsontwerp steunen.

Tot slot, mijnheer de minister, doet het mij heel veel plezier dat net u, de minister van Werk, op uw laatste werkdag als minister, het voorliggende wetsontwerp aan ons voorlegt. U bent erin geslaagd om gedurende de voorbije drie maanden – de korte periode dat u minister van Werk was – het voorliggende wetsontwerp in de commissie unaniem te laten goedkeuren en het vandaag aan de plenaire vergadering voor te leggen. U

deed dat in de stijl die u kenmerkt sinds de tijd dat u nog de leiding had over de grootste vakbond van ons land, het ACV. Uw stijl is het dossier aanpakken, hard werken en op de eerste plaats via dialoog tot oplossingen komen.

Mijnheer de minister, u hebt dat prima gedaan. Ik dank u voor de goede samenwerking die wij gedurende de voorbije, korte periode hadden.

01.07 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik wil, net zoals de heer Vercamer, graag even het woord tot u richten. Het zal echter genuanceerder zijn.

Collega's, met de bespreking van de voorliggende drie wetsontwerpen waarvan de goedkeuring ons eigenlijk door Europa wordt opgedrongen omdat het omzettingen van Europese richtlijnen naar Belgisch recht zijn, komen wij tegelijkertijd ook aan het einde van de korte carrière, tenminste wat zijn mandaat in de federale regering betreft, van de huidige minister van Werk, Josly Piette.

Het minste wat over minister Piette, een notoir en door de regering gerespecteerd vakbondsman, kan worden gezegd, is dat hij er een heel merkwaardig parcours heeft opzitten. Ik wil even terugblikken.

Collega's, het begint enigszins onverwacht bij de vorming van de interim-regering Verhofstadt III, dus de eerste van de twee interim-regeringen. Straks treedt immers de interim-regering Leterme I aan.

Bij de vorming van de interim-regering Verhofstadt III moesten de noodzakelijke ministerposten worden ingevuld. U weet dat volgens de Grondwet van ons land in principe het Staatshoofd – vooralsnog is dat hier in België de Koning – de ministers benoemt en ook aan de deur zet. Dat is natuurlijk slechts theorie. In de praktijk zijn het immers de partijvoorzitters die de eer en het genoegen hebben ministeriële carrières te maken of te breken.

Bij de vorming van Verhofstadt III was er echter iets speciaals. De MR van de heer Reynders en de cdH van Milquet konden immers elkaars bloed zowat drinken. Ik heb trouwens niet de indruk dat er op dat vlak veel is veranderd als ik het schouwspel binnen de meerderheid bekijk. De cdH mocht van minister Reynders in eerste instantie geen deel van de meerderheid en dus van de interim-regering uitmaken.

In eerste instantie werd het cdH gevraagd om de meerderheid te steunen vanuit de oppositie. Zij zouden in ruil het voorzitterschap van Kamer of Senaat krijgen. Daarnaast was er ook nog het denkspoor van een cdH-kabinet zonder minister, waarbij de medewerkers aan het kabinet van de heer Yves Leterme zouden worden toegevoegd. Nadien werd het idee gelanceerd om een zogenaamd technicus, een niet-politicus op topniveau, te introduceren, zoals ook al op Vlaams niveau met Kris Peeters was gebeurd.

Er werd ook een aantal mensen gepolst. Ik las in de krant dat de heer Jean Hilgers, directeur bij de Nationale Bank, die ook veel jaren op de kabinetten van CD&V'ers en cdH'ers heeft gewerkt, werd gevraagd om mee te spelen in deze bizarre constructie. Hij bedankte echter feestelijk voor het aanbod. Milquet werd ten slotte gevraagd of ze in het leger geen korporaal van cdH-signatuur kende om het departement Defensie te leiden. Ook hier boekte men echter geen resultaat. Andere poolreizigers zoals Alain Hubert of klimaatprofessoren zoals Pascal Van Ypersele werden volgens de doorgaans door de blackberry's zeer goed ingelichte persbronnen door mevrouw Milquet geweigerd.

Uiteindelijk werd het departement Werk dat oorspronkelijk aan de huidige minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven, mevrouw Vervotte, was beloofd aan cdH cadeau gedaan met de suggestie om de heer Josly Piette hiermee te belasten. De heer Piette was dus het zogenaamde witte konijn waarmee iedereen zich kon verzoenen zodat de interim-regering aan de slag kon gaan, al is er van het laatste niet veel te merken geweest. Nadien werd nog een strijd gevoerd, mijnheer de minister, over wie de ontdekker was van uzelf als minister, maar het belangrijkste was dat men met het serieuze werk kon beginnen. Althans, dat liet men uitschijnen.

Er is een verband tussen de ervaringen in deze regering van de heer Piette en de redenen waarom wij hier pas vandaag over dit wetsontwerp kunnen stemmen. Ik moet eerlijkheidshalve toegeven dat ik met veel verwachting uitkeek naar de realisaties die de heer Piette zou teweegbrengen op de korte tijdsduur waarover hij zou beschikken. Niettegenstaande deze interim-regering werd voorgesteld als zijnde van groot belang om een aantal dringende maatschappelijke problemen aan te pakken – u weet wel: de koopkracht en dies meer – wist iedereen dat de interim-regering vooral moest dienen om tijd te kopen om Yves Leterme uiteindelijk in

het zadel te hijsen om zijn grote droom te kunnen waarmaken, namelijk eerste minister van dit Belgenland worden. Het feit dat met veel poeha een tienpuntenplan werd aangekondigd, waarvan uiteindelijk bitter weinig is gerealiseerd, is het beste bewijs dat men eigenlijk niet zinnens was om te besturen, integendeel. De heer Piette zag het echter niet zo. Hij had een idealistische bui en zag het groots. Wij zouden eens zien wat wij zouden zien. Hij legde bij zijn aantreden de lat dan ook zeer hoog. Hij liet hierover in de pers niet de minste onduidelijkheid bestaan, integendeel.

Ik geef graag lezing van enkele fragmenten die dit duidelijk illustreren. In De Morgen van 10 januari is onder de titel "De eerste plannen van minister van Werk Josly Piette" de grote aankondiging "mijn palmares zal imposant zijn". De heer Piette zegt daar dat het Generatiepact nu eindelijk moet geconcretiseerd worden. Hij zegt dat zijn palmares in maart indrukwekkend zal zijn. In datzelfde artikel kon hij het trouwens ook niet laten om nog eens de vloer aan te vegen met de nota-Verhofstadt. Hij zei dat dit eigenlijk geen werkstuk was van een premier die boven het gewoel staat. In dat bewuste artikel in De Morgen zegt de heer Piette ook – ik citeer even voor de mensen die het niet gelezen zouden hebben: "Laten we niet naïef zijn. Ik vraag mij af of hij deze nota gemaakt heeft om Yves Leterme te helpen of om hem te ambeteren". Over de premier zegt Josly Piette geen kwaad woord maar over de notaschrijver Verhofstadt is hij net als zijn voorzitter veel minder positief. Hij zegt: "Guy Verhofstadt heeft duidelijk kwaliteiten als ploegleider maar speelt in zijn nota te veel de Vlaamse leider". Wij zijn het daar uiteraard niet mee eens. Dit bewijst dat ook de heer Piette de bal af en toe eens mis kan slaan.

Volgens De Morgen struikelt Piette vooral over de puur liberale logica van Verhofstadts worp, vooral dan in zijn eigen vakgebied. "Op economisch vlak volgt Verhofstadt een rigide liberale lijn. Al de rest blijft zeer vaag. Hij doet alles wat in het kraam past van de bedrijven. Voor het interprofessioneel overleg doet hij pro forma wat uitspraken en de sectorale afspraken gaan naar de regio's. In de nota smokkelt Verhofstadt de beperking via een achterpoortje binnen" - het gaat dus om de beperking van de werkloosheidsvergoeding – "omdat ze mogelijk wordt via de regio's. Een zeer sluwe en merkwaardige zet", aldus de heer Piette. "Nochtans had ik uit de oranje-blauwe onderhandelingen begrepen dat MR en Open Vld hun claim op die beperking hadden laten vallen. U merkt het, als het over mijn bevoegdheden gaat kan ik nog bijtender zijn dan mijn voorzitter, Joëlle Milquet".

De Morgen meldt dat Piette binnen zijn eigen domein zijn huiswerk de afgelopen weken heeft gemaakt. In zijn kabinet werken de computers nog niet maar zijn plannen liggen klaar. "We zullen er een erezaak van maken om alle concrete maatregelen die zes maanden lang zijn blijven liggen uit te voeren. Het brugpensioen na 40 jaar voor de zware beroepen, een van de struikelblokken bij het Generatiepact, komt er gauw, net als het betaalde pleegverlof". Wat de activering en begeleiding van de werklozen betreft, haalt hij alles uit de kast om een verdere regionalisering te voorkomen. "Wat we nodig hebben is een objectieve, precieze en becijferde balans van de activering en begeleiding van de werklozen. Eind januari moet dat rapport klaar zijn. In februari" – stelt de heer Piette op 10 januari – "werkt mijn kabinet de concrete maatregelen uit".

Hij zegt ook dat hij een uitvoerder is. Vooral het kluwen van werkloosheidsplannen voor de jeugd moest volgens de heer Piette dringend bijgespijkerd worden. "Er zijn meer dan 100 maatregelen waar alleen een specialist met een informaticaprogramma wijs uitgeraakt." Hij heeft het ook nog over een aantal andere prangende kwesties zoals de flexibilisering van de uitzendarbeid, maar daaraan waagt hij zich niet. "Ik respecteer mijn contract," zegt hij, "Ik ben een uitvoerder en de lege Schatkist mag een lastenverlaging voor de laagste inkomens niet tegenhouden. Er is een kleine enveloppe, maar er is er wel een."

In een ander artikel in De Morgen zegt de heer Piette: "In de komende maanden gaan wij de banenplannen voor de jeugd stroomlijnen." In dat artikel zegt hij ook: "Nu bestaan er een honderdtal maatregelen waar niemand wijs uitgeraakt." "Daar moet dringend iets aan veranderen. Ook de regionale tewerkstellingsplannen zijn aan een evaluatie toe. Wat wij nodig hebben is een precies objectief, een becijferd bilan van alle regionale maatregelen, een bilan dat duidelijk maakt waar de verschillen liggen tussen de regio's, waar er aanpassingen nodig zijn."

Om het rapport op te stellen, komt een overleg met de regio's en moeten zij zo snel mogelijk hun eigen evaluatie doorgeven aan zijn kabinet. In januari zei de minister dat als het nodig is, hij in de loop van de maand februari met zijn eigen plan kwam.

Mijnheer de voorzitter, ik wil nog uit een laatste artikel citeren uit De Standaard. Daar was de titel: "Mijnheer Piette, interimjob als minister van Arbeid. Geen marionet, ook geen revolutionair." Daarin stelt men zelfs als

inleiding dat de voormalige vakbondsman van het christelijke ACV er zelfs voor terugkeerde uit brugpensioen, het loopbaaneindestatuut dat hij ten tijde van het Generatiepact nog vurig mee verdedigde.

Ze zeggen echter: "Piette heeft amper drie maanden om zich als minister waar te maken, maar hij belooft om niet als grijze muis in de geschiedenisboekjes terecht te komen." Het interview vond plaats op de 19^{de} dag als minister, 75 dagen voor hij weer minister af zou zijn.

In dat artikel stelt men de minister een aantal vragen, zoals "Hoe waren de reacties?". Hij zegt daarover: "Ik heb veel vriendelijke telefoons gekregen van een aantal collega's uit het sociaal overleg en andere vakbonden, van Pieter Timmermans van het VBO bijvoorbeeld, van Karel Van Eetvelt. Weet u, ik heb zelfs medewerkers op mijn kabinet van zowel Unizo als UCM en VBO. Om maar te zeggen dat ik opensta voor alle actoren en niet zomaar een vakbondsminister ben."

De Standaard vraagt dan aan de heer Piette: "Valt het mee om in de politiek te duiken?" "Vandaag ben ik om 05.00 uur opgestaan," zegt hij, "en om 06.00 uur naar Brussel vertrokken. Om 08.00 uur was er kernkabinet. Zo gaat dat. Dit was even wennen als bruggepensioneerde," lacht de heer Piette, "maar het gaat. Ik heb helaas niet zo'n politiek gewicht dat ik een paar uur te laat kan komen op dat kernkabinet."

De vraag was natuurlijk ook terecht, omdat bij cdH ten tijde van de interim-regering-Verhofstadt velen zich geroepen voelden om minister te worden.

Ook bij cdH," vraagt De Standaard "heb je daar geen slechte reacties gehad?" "Echt niet," zegt hij "maar de situatie was van dien aard dat mijn profiel de partij en de andere coalitiepartijen het beste uitkwam." "Iemand als Melchior Wathelet komt uiteraard meer in aanmerking om minister te worden. Ik kan dat begrijpen. Maar zijn tijd komt nog wel. Ik begrijp dan ook zijn ontgoocheling."

De Standaard vraagt aan de heer Piette: "In de nota-Verhofstadt is er geen sprake van een regionalisering van de sociale zekerheid maar dat is natuurlijk niet de nota-Leterme?" "Ik hoop van wel," zegt hij. "Om het over mijn beleidsdomein te hebben, inzake werkgelegenheidsbeleid is bijna alles al geregionaliseerd behalve het arbeidsrecht en de arbeidsvoorwaarden. Maar die horen niet thuis in een regionalisering. Gaan we andere veiligheidsvoorschriften opleggen aan werkende Brusselaars of Vlamingen? Nee toch. Wij gaan toch geen concurrentie organiseren tussen de Belgische regio's. Welke werknemers halen daar voordeel uit?"

Waardoor hij eigenlijk het hele splitsingsscenario van tafel veegde.

De Standaard zegt ook nog: "U draagt het imago mee van een minister van en voor de vakbond." "Iedereen weet vanwaar ik kom." Het gaat niet over u, mevrouw Vervotte, ik was over uw collega Piette bezig. "Iedereen weet vanwaar ik kom. Ik ben een echte ACV-man. Ik heb mijn overtuiging en waarden. Die ga ik niet zomaar veranderen omdat ik minister ben. Ik ben geen marionet."

Dan volgt de belangrijkste vraag van De Standaard. "Zal u als minister eigenlijk niet alleen maar over dossiers gaan waarbij u de uitvoerder bent van afspraken die al gemaakt zijn tussen de sociale partners?" De heer Piette zegt daarover: "Ik ben een groot verdediger van het sociaal overleg. Dus ben ik heel blij dat er dossiers op tafel liggen waarover een consensus bestaat tussen vakbonden en werkgevers. Waarom zou ik daaraan iets veranderen? De sociale partners hebben vorig jaar hun verantwoordelijkheid opgenomen in de uitvoering van het Generatiepact en bij de uitvoering van de Europese richtlijn over kmo's – die wij hier vandaag bespreken – "en de vakbond. Dat wordt te weinig onderstreept. Ik wil dat wel onderstrepen."

Dan is de vraag: "Stopt u er met Pasen na drie maanden echt mee? Of misschien toch niet?" Hij laat er op dat moment geen twijfel over bestaan. "Ik stap met Pasen op," zegt hij.

"En als mevrouw Milquet en de anderen blijven aandringen?" vraagt De Standaard nog. "Nee, nee," zegt de heer Piette, "mijn termijn ligt vast. Het is tijdelijk. Joëlle weet dat zij iemand moet klaarstomen voor Arbeid of voor een andere job, want eigenlijk was Arbeid voorbestemd voor mevrouw Vervotte. Ik heb haar trouwens die dinsdag gebeld om te zeggen dat ik haar functie niet zomaar wou inpikken. Het staat niet vast of cdH na 23 maart nog op Arbeid zit of niet. Misschien wordt er iemand anders minister van Arbeid."

Dan stelt hij ook in dat artikel in De Standaard zijn grote ambities: "In die periode ga ik geen revolutionair beleid voeren, dat spreekt, maar ik geef rendez-vous om in maart" - daar zijn we nu - "de lijst te overlopen

van alle dossiers die we hebben aangepakt en waar we concrete maatregelen hebben genomen, zwart op wit, op papier, als minister-uitvoerder, maar ook door eigen initiatieven te nemen". Dan vraagt De Standaard: "Welke initiatieven gaat u nemen?". De minister zegt: "Neem bijvoorbeeld interim-arbeid. De sociale partners zijn het niet eens over een veralgemening van het gebruik van interim-arbeid, maar ik zal een evenwichtig voorstel op tafel leggen. De vraag van de werkgevers naar een invoering van interims in de overheidsdiensten kan ik volgen voor de lokale besturen, maar het cdH wil geen interim-contracten in de regering en in de federale ministeries. Ik kan me daar volledig in vinden. Het interim-contract kan ook niet het alleenzalmakende eerste contract zijn voor alle jongeren. Dat kan niet de bedoeling zijn. Dat is mijn overtuiging als oud-vakbondsman".

De **voorzitter**: Mijnheer D'haeseleer, wat heeft dat allemaal te maken hiermee? Volgens mij niets.

01.08 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang): Ik ga dat onmiddellijk zeggen. Ik ga straks nog een artikel voorlezen. Dat zal illustreren hoe het komt dat wetsontwerpen, zoals degene die wij vandaag moeten goedkeuren, jaren nodig hebben eer ze hier in het Parlement worden ingediend. Ik zal trouwens afronden met het interview dat de heer Piette enkele dagen geleden heeft gegeven en dat illustreert wat er ten grondslag ligt aan het langdurig uitstellen van de desbetreffende wetsontwerpen.

Ik besluit, mijnheer de voorzitter, met de artikelen in De Standaard op 10 januari. "Zult u in drie maanden echte beslissingen nemen?". De heer Piette zegt: "Ik zal afspraken tussen de sociale partners helpen uitvoeren en valoriseren, maar ik ga niet in hun plaats allerlei maatregelen uitvaardigen die tegen hun consensus zouden ingaan".

Tot daar de persknipsels, wat uiteraard opnieuw een reactie teweegbracht. De voortvarendheid van de minister tijdens zijn passage als federaal minister van Werk, waarbij hij ook eventjes de regionale banenplannen ging evalueren, kreeg al vlug reactie van zijn Vlaamse collega, de heer Vandenbroucke. Die zei dat ze in het Vlaams Parlement en in de Vlaamse regering wel zelf hun banenplannen zouden evalueren.

Maar goed, met de interviews had de minister duidelijk gemaakt wat hij dacht over de nota-Verhofstadt en de verwachtingen tegenover zijn departement waren dan ook zeer hoog gespannen. Ik was er samen met collega Bultinck dan ook op voorbereid dat we in de commissie voor de Sociale Zaken het ene ontwerp na het andere ter bespreking en ter stemming zouden voorgeschiedt krijgen, maar het was iets minder dan aangekondigd. Neen, het was zelfs een tegenvaller. Tijdens de korte rit heeft de minister dan ook moeten ervaren dat er in de nationale politiek andere wetten en geplogenheden gelden dan bijvoorbeeld bij de vakbond of in het bestuur van een klein Waals dorpje, waar de minister morgen weer zijn taak zal opnemen.

Toen hij bijvoorbeeld zelf een aantal pistes aanreikte om het systeem van de dienstencheques betaalbaar te houden, werd hij zelfs in de wind gezet en openlijk afgevalen door zijn eigen partij cdH, die hem duidelijk maakte dat er van een beperking van de fiscale aftrekbaarheid van de dienstencheques geen sprake kon zijn. Hiermee werd de piste, die door de minister zelf werd gelanceerd, onmiddellijk afgeschoten.

Het was dan ook niet verwonderlijk, collega's, dat het parcours dat de heer Piette voor zichzelf had uitgetekend, niet zo vlekkeloos is afgelegd, zoals hij had voorspeld en waarschijnlijk ook had gehoopt. Mijnheer de voorzitter, het is dan ook misschien tijd om in te gaan op de suggestie van de minister die, zoals ik al citeerde, rendez-vous gaf in maart om de lijst te overlopen van alle dossiers die hij zou hebben aangepakt. Collega's, van het imposante programma is eigenlijk niet zoveel te merken. Het blijft bij de omzetting van enkele Europese richtlijnen, zoals we vandaag worden geacht te doen. Voor de rest is er van de grote beloftes niet zoveel in huis gekomen.

Het pleegzorgverlof is nog steeds niet definitief geregeld. Er komt nu blijkbaar toch interim-arbeid in de ministeries. Van de aangekondigde analyse van de activering van de werklozen in de maand januari, waarna in februari dan de nodige bijstellingen zouden volgen, is niets in huis gekomen. Gisteren hebben wij trouwens pas de voorstelling van de rapporten gekregen en de bespreking ervan is uitgesteld tot na Pasen, niettegenstaande het punt bij de regeringsvorming al uitvoerig werd besproken en een aantal beslissingen zijn genomen. Ook op de beloofde aanpassingen aan de wildgroei van banenplannen, die gepland waren in de maand februari, is het nog steeds wachten. Geen enkel persoonlijk initiatief is voorgelegd, laat staan gerealiseerd.

Dat is dus de eindbalans van de minister van Werk. Allesbehalve imposant. Als ik de pers mag geloven die ik de voorbije dagen heb gelezen, zullen wij de heer Piette niet meer terugzien in ons halfroond. Hij was daar

de voorbije dagen klaar en duidelijk over. Hij is allesbehalve ontgoocheld dat hij na een paar maanden de baan moet ruimen voor een nieuwkomer, integendeel. Ik heb eigenlijk nog maar weinig ministers geweten die blij zijn, omdat zij er al na drie maanden vanaf zijn.

Dat staat natuurlijk in schril contrast met al die jonge politici aan wie hij straks de fakkel mag doorgeven - ik hoop voor u, mevrouw Vervotte, dat u de gelukkige bent – en die vandaag heel de dag aan hun telefoontoestel zullen gekluisterd zitten, hopen op een verlossend telefoontje van hun partijvoorzitter. Ik denk dat de heer Bogaert juist telefoon krijgt. Waarschijnlijk is hij een van de gelukkigen.

Het voluntarisme waarmee de minister aan zijn taak begon, heeft plaatsgemaakt voor ontgoocheling en bitterheid. Een artikel in De Morgen van 18 maart waarin de minister van Werk terugblikte op zijn drie maanden als minister, is op dat vlak tekenend.

De **voorzitter**: Mijnheer D'haeseleer, wij verwachten het verlossende einde van uw uiteenzetting.

01.09 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang): Het artikel in De Morgen is op dat vlak meer dan duidelijk en verhelderend. Ik wil u dat niet onthouden, mijnheer de voorzitter. Ik geef u graag de woorden mee die de heer Piette in dat artikel heeft uitgesproken. Ze zeggen alles over de sfeer waarin de meerderheid moet functioneren.

De Morgen, het staatsblad van de meerderheid, vroeg aan de heer Piette: "U bent blijkbaar opgelucht, mijnheer Piette, dat uw intermezzo als minister er bijna op zit." De heer Piette antwoordt: "Ik neem afscheid met een dubbel gevoel. Ik ben tevreden over het excellente werk dat wij op het kabinet van Werk hebben geleverd." Quod non. "Wij hebben als een echt collectief gefunctioneerd. Wij hebben geluisterd naar de verzuchtingen van de sociale partners. Wij hebben ons zoveel als mogelijk buiten het strijdgewoel gehouden, maar makkelijk was het niet. Het politieke klimaat was de afgelopen maanden natuurlijk absoluut niet aangenaam. Dat moet ik u niet vertellen. Het wantrouwen was gigantisch. De wederzijdse aanvallen, de beschuldigingen over en weer, daar ben ik enorm van geschrokken. De partijen en de ministers stonden voortdurend met getrokken messen tegenover elkaar. Ik ben burgemeester in Bassenge, akkoord, een klein dorp, in niets te vergelijken met het besturen van een land. De regering mag echter wel een voorbeeld nemen aan hoe wij als college samenwerken. Elke beslissing nemen wij collegiaal en solidair en niemand die achteraf tegen de journalisten gaat zeggen wat een imbeciel de burgemeester Piette toch is." Dat zijn z'n eigen woorden. Ik parafraseer ze niet.

"Ik maak er nu een beetje een karikatuur van", zegt hij, "maar dat was wel de gang van zaken in de Wetstraat." De Morgen vraagt daarop: "Als vakbondsleider moet u toch het een en ander gewend zijn?", waarop Piette antwoordt: "Ik was het gewoon te onderhandelen op het scherp van de snee. Ik was het gewoon lijnrecht tegenover de standpunten van de tegenstander te staan, maar toen speelden we aan de onderhandelingstafel altijd op de bal, nooit op de man. Het heeft me verbaasd, gechoqueerd zelfs, dat er in de regering geen regels gelden. Elke politieke deontologie was volledig zoek. Als ministers besturen wij België, dat is een immense taak, maar die verantwoordelijkheid drong amper door." Dat was een citaat uit De Morgen.

Er is dus grote ontgoocheling door het compleet gebrek aan vertrouwen tussen de verschillende partijen, die nu wekelijks gezellig bij elkaar zullen mogen zitten in de Ministerraden die zich de komende weken aandienen. Door een dergelijke manier van werken, door het gebrek aan slagkracht en door het oeverloos overleg en geruzie, dat dikwijls efficiënte besluitvorming in de weg staat, moeten wij vandaag een omzetting van een Europese richtlijn goedkeuren die dateert van 2002 en waarvan de uiterste datum voor omzetting in Belgisch recht werd vastgesteld op 23 maart 2005. Zes jaar na het uitvaardigen van de richtlijn en bijna drie jaar na de uiterste omzettingstermijn, zullen wij er eindelijk in slagen om de richtlijn om te zetten.

De redenen hiervoor zijn duidelijk. De richtlijn is aanleiding geweest voor heel wat debatten, verschillende interpretaties, niet alleen door de sociale partners, maar ook tussen de regeringspartijen onderling, met als gevolg dat men niet tot een efficiënte besluitvorming kon komen.

In aanloop naar de verkiezingen van 2007 kwam er zelfs een heuse confrontatie van tussen de vorige minister van Werk, de heer Vanvelthoven, en eerste minister Verhofstadt himself, die persoonlijk bij de Koning bepleitte en verkreeg dat de Koning een koninklijk besluit van de vorige minister van Werk aangaande de materie niet ondertekende.

Door het overladen van de kar met de eis tot invoering van een algehele verplichte vakbondsvertegenwoordiging in de kleine ondernemingen was het duidelijk dat een snel akkoord er niet in zat. Hierin hebben de sociale partners toch wel een duidelijke verantwoordelijkheid.

Het Vlaams Belang is ook voor sociaal overleg. Dat is trouwens de essentie van de werking van vakbonden en hun kerntaak in tegenstelling tot bijvoorbeeld het uitbetalen van werkloosheidsvergoedingen en dies meer, maar er zijn grenzen aan het overleg.

Ons sociaal overlegmodel mag niet worden misbruikt om noodzakelijke beslissingen uit te stellen, wat in onderhavig dossier effectief is gebeurd. Er werd wat de aangelegenheid betreft al in 2002 aan de sociale partners om advies gevraagd. Dat advies heeft tot in 2005 op zich laten wachten.

Zo zijn er nog andere dossiers. Ik denk bijvoorbeeld aan het eenheidsstatuut waarbij de sociale partners misbruik maken van ons overlegmodel om ervoor te zorgen dat er vooral geen beslissingen moeten worden genomen.

Het eindeloze getreuzel leverde ons land een veroordeling op van het Europees Hof van Justitie op 29 maart 2007. Daarin werd gedreigd met heel hoge boetes.

De **voorzitter**: Mijnheer D'haeseleer, u hebt nog twee minuten vooraleer uw dertig minuten spreektijd om zijn. U moet u eraan houden of ik ontnem u het woord.

01.10 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang): Ik zal mij aan mijn dertig minuten spreektijd houden.

Ik heb vorige week in de commissie de minister ondervraagd over de veroordeling van het Europees Hof van Justitie op 29 maart 2007 en hoe het zit met de tweede procedure, die werd gestart op 27 februari 2008, omdat de Europese Commissie maandenlang moest wachten op de goedkeuring van een regeling in de Ministerraad. De minister heeft toen geantwoord dat de permanente vertegenwoordiger van de regering bij de Europese Commissie de boodschap zou overbrengen dat er vandaag zou worden gestemd over de omzetting van de Europese richtlijn.

Mijn vraag is dan ook of dat voor de Europese Commissie voldoende is. Zijn we dan inderdaad af van die dwangsommen en die torenhoge boete?

Mijnheer de voorzitter, ik heb nog dertig seconden. Om te besluiten, kan ik zeggen dat het Vlaams Belang tevreden is dat er uiteindelijk een regeling tot stand is gekomen die tegemoetkomt aan de Europese verzuchtingen en die ons beperkt tot de essentie van de zaak.

Ook wij zijn van mening dat de omzetting van deze richtlijn niet gepaard moest gaan met een verzwaring van de structuren in de kleinere ondernemingen en met een uitbreiding van het aantal beschermde werknemers.

We kunnen ons dan ook graag achter de wetsontwerpen scharen.

01.11 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, chers collègues, monsieur le ministre – puisque vous l'êtes encore jusqu'à demain –, je me suis longtemps demandé: "Mais que diable alliez-vous faire dans cette galère?" Quel était le sens profond votre présence dans le gouvernement? De même, quel projet fondamental alliez-vous pouvoir porter, avec votre expérience d'ancien responsable syndical, au cours de cette brève période intérimaire? Au bénéfice de quelle cause sociale pourriez-vous travailler de façon décisive durant ce trimestre?

J'ai d'abord pensé à une réforme des titres-services, qui aurait permis de corriger les défauts du système, de limiter à des proportions raisonnables le bénéfice des entreprises de la sphère marchande ou parapublique qui y sont actives, d'offrir le meilleur statut possible aux travailleurs, de faire payer un juste prix aux utilisateurs en tenant compte de leurs revenus ou encore d'éviter un élargissement sauvage et malvenu des titres-services à des secteurs comme l'accueil de l'enfance ou l'aide aux personnes âgées.

Nous avons abondamment évoqué le sujet en commission au cours des trois derniers mois. Il s'agissait, d'ailleurs, d'un des grands enjeux du conclave budgétaire, lequel n'a pas résolu beaucoup de problèmes. De même, les négociations pentapartites n'ont rien apporté de vraiment neuf. Nous continuerons donc à interpeller le gouvernement à ce propos.

J'avais également imaginé, monsieur le ministre intérimaire, que vous pourriez corriger les difficultés apparues dans le plan d'accompagnement des chômeurs, qui conduit à un nombre toujours plus élevé d'exclusions, de sorte que l'on voit de plus en plus de chômeurs radiés affluer vers les CPAS et émarger au minimex. Malheureusement, l'évaluation du système n'en finit pas d'être reportée. Notre commission des Affaires sociales a accueilli hier des représentants de l'ONem et d'IDEA Consult. Nous fûmes abreuvés de statistiques en tous genres. Quant à la discussion elle-même, elle ne s'ouvrira qu'après les vacances de Pâques avec, probablement, Mme Vervotte au poste de ministre de l'Emploi.

En l'espèce, je regrette que vous n'ayez pas pris le dossier à bras-le-corps et a fortiori que vous n'ayez pu le boucler. Les lignes de force de l'accord pentapartite en ce domaine sont, au demeurant, peu réjouissantes, comme en témoigne la volonté de limiter dans le temps les allocations. Ce projet va poser un énorme problème dans les bassins d'emploi où il n'existe quasiment pas de poste disponible. De nouveau, voici un dossier à propos duquel nous devons nous débrouiller sans vous.

J'en viens au thème de ce jour, monsieur le ministre. Après de longues recherches, j'ai enfin trouvé le dossier qui justifiait votre présence et requérait votre art de la négociation sociale à la belge. L'Europe ne donne pas toujours des impulsions aussi positives que nous le souhaiterions. Je songe au dossier de la libéralisation des services publics, qui nous occupera tout au long des prochains mois, en particulier au sujet du marché postal.

En revanche, elle a parfois de bonnes idées en matière environnementale (les quotas de CO₂) ou sociale (la directive sur l'information des travailleurs). Dans ce cas, il convient de lui emboîter le pas et d'utiliser ces impulsions pour accomplir des avancées sociales ou environnementales dans notre pays.

À ce sujet, on ne peut pas être fier de l'action de la Belgique – en trois mois, ce ne peut être de votre responsabilité – dès lors que la transposition de cette directive qui date de 2002 et qui devait être transposée en droit belge pour le 23 mars 2005 a pris beaucoup de retard, amenant l'Europe à nous menacer de lourdes astreintes.

Notre impression est que la Belgique a avancé à reculons dans ce dossier, que cela a été laborieux et qu'une trop grande méfiance de la concertation sociale l'a pollué. D'ailleurs, le consensus dégagé et qui sera traduit dans un vote tout à l'heure est quelque peu mièvre à nos yeux alors qu'en matière de concertation sociale et de représentation des travailleurs, la Belgique est en retard par rapport à d'autres pays d'Europe.

Au mois de décembre et avec votre prédécesseur, M. Vanvelthoven, nous pensions être parvenus au bout du chemin avec l'accord intervenu au sein du Conseil national du Travail mais le gouvernement en affaires courantes a fait alors le mauvais choix de remettre en question le texte négocié un peu plus tôt par les partenaires sociaux. Vous avez alors eu le mérite, monsieur le ministre, de remettre tout le monde à la table des négociations et de parvenir à un consensus qui, même insuffisant par rapport à nos propres attentes en matière de concertation sociale, permettra à la Belgique de répondre aux attentes de la Commission et surtout de connaître des avancées en termes de concertation et d'information des travailleurs – espérons-le car elle est toujours menacée d'astreintes –, notamment dans les entreprises employant plus de 50 personnes.

Pour Ecolo et Groen!, le dialogue dans l'entreprise est une chose positive, qu'il faut renforcer et non craindre, à l'instar de ce chef d'entreprise wallon qui propose d'acheter la non-participation de ses travailleurs aux élections sociales par un doublement des chèques-repas. C'est pourquoi, comme on l'a dit en commission, notre groupe soutiendra ce texte ainsi que toute initiative de même nature.

Monsieur le ministre, après votre longue carrière syndicale, vous avez goûté au statut de travailleur intérimaire et vous allez retrouver celui de pensionné actif. À défaut d'avoir pu lancer – à l'impossible nul n'est tenu – toutes les mesures susceptibles d'améliorer le statut de ce type de travailleurs ou des allocataires sociaux, votre présence aurait pu influencer plus profondément la vision de vos collègues du gouvernement sur ces sujets. À la lecture des événements de ces trois derniers mois et de l'accord de gouvernement pentapartite dont nous débattons demain, je crains que ce ne soit pas vraiment le cas, au contraire.

C'est pourquoi, sans parler du texte qui sera voté tout à l'heure, je peux vous garantir la vigilance du groupe Ecolo-Groen! pour que les prochains mois n'enregistrent pas de reculs sociaux mais qu'au contraire, des

propositions donnent lieu à des progrès véritables en matière de pensions, de soins de santé ou de statut des travailleurs.

De **voorzitter**: Collega's, het is 12.00 uur. Voor deze bespreking heeft mevrouw De Maght zich nog ingeschreven.

Mevrouw, ik weet niet of u zinnens was lang te spreken.

01.12 Martine De Maght (LDD): Mijnheer de voorzitter, mijn uiteenzetting is zeer kort.

De **voorzitter**: Welnu, dan stel ik voor dat mevrouw De Maght nog even het woord neemt. Dan is er nog het verslag over het tweede wetsontwerp op de agenda, over de coöperatieve vennootschap. Dat zal ook zeer kort zijn. Dan kunnen we die twee wetsontwerpen afsluiten.

Straks is er dan Conferentie van voorzitters. Daarin zullen we de werkzaamheden voor deze middag en vanavond regelen.

Mevrouw De Maght, ik vraag u om het woord te nemen.

01.13 Martine De Maght (LDD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, in tegenstelling tot de vorige sprekers zal ik het zeer kort houden en mij beperken tot de essentie, of wat voor ons nog essentieel is vandaag.

Eerst en vooral wensen wij vanuit onze fractie de minister en zijn administratie te bedanken voor de geleverde inspanningen om tot het wetsontwerp te komen dat vandaag ter stemming ligt.

Wij blijven echter op dezelfde nagel kloppen, mijnheer de minister. Het doet ons groot genoeg, uiteraard, dat ons wetsvoorstel, dat wij in de Kamer hebben ingediend in september 2007, in feite vandaag opgenomen is in uw ingediende wetsontwerp. Dat geeft blijk van gezond verstand, wat ons betreft. Mag ik u evenwel erop attent maken dat het toen, in september 2007, ook onze intentie was om dat dossier, gelet op de lange aanloopperiode, te bespoedigen.

Wij betreuren dat dit dossier, vooraleer het in deze vorm aan het Parlement werd voorgelegd, zo lang heeft aangesleept. De vraag om tegemoet te komen aan de Europese richtlijn dateert immers van maart 2002. Het is nu zes jaar na datum.

Ook vandaag is er nog altijd geen duidelijkheid of België, gelet op het feit dat de Europese Commissie reeds een tweede inbreukprocedure heeft opgestart, al dan niet een forfaitaire boete van 2,9 miljoen euro en een dwangsom voor elke dag vertraging zal moeten betalen. In maart vorig jaar werd ons land reeds veroordeeld omdat het toen al twee jaar te laat was met de toepassing van de richtlijn. Ik hoop uit de grond van mijn hart – en mijn collega's hopen dat samen met mij – dat wij die boetes niet zullen moeten betalen omdat wij inderdaad dermate laat gestart zijn om een regeling te treffen.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? *(Nee)*
Quelqu'un demande-t-il encore la parole? *(Non)*

De algemene bespreking is gesloten.
La discussion générale est close.

Bespreking van de artikelen **Discussion des articles**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(890/1)**
Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(890/1)**

Het wetsontwerp telt 6 artikelen.
Le projet de loi compte 6 articles.

Bij de artikelen 3, 4 en 5 is er een reeks van technische aanpassingen die louter stilistisch of juridisch in de enge betekenis van het woord zijn. Ik zal dat niet voorlezen. Ik wil u enkel signaleren dat er tekstverbeteringen zijn aangebracht.

Er werden geen amendementen ingediend.
Aucun amendement n'a été déposé.

*De artikelen 1 tot 6 worden artikel per artikel aangenomen, met de tekstverbeteringen.
Les articles 1 à 6 sont adoptés article par article, avec les corrections de texte.*

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.
La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

02 Wetsontwerp houdende begeleidende maatregelen met betrekking tot de instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep, een vertegenwoordigingsorgaan en procedures betreffende de rol van de werknemers in de Europese coöperatieve vennootschap (I) (810/1-2)

- Wetsontwerp houdende diverse bepalingen met betrekking tot de instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep, een vertegenwoordigingsorgaan en procedures betreffende de rol van de werknemers in de Europese coöperatieve vennootschap (II) (811/1-2)

02 Projet de loi portant des mesures d'accompagnement en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à l'implication des travailleurs au sein de la société coopérative européenne (I) (810/1-2)

- Projet de loi portant des dispositions diverses en ce qui concerne l'institution d'un groupe spécial de négociation, d'un organe de représentation et de procédures relatives à l'implication des travailleurs au sein de la société coopérative européenne (II) (811/1-2)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze twee wetsontwerpen te wijden. (*Instemming*)
Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces deux projets de loi. (*Assentiment*)

Algemene bespreking **Discussion générale**

De algemene bespreking is geopend.
La discussion générale est ouverte.

02.01 **Stefaan Vercamer**, rapporteur: Mijnheer de voorzitter, collega's, wij hebben de uiteenzetting van de minister in de commissie gehoord, die zo klaar en duidelijk was dat er geen enkele bemerking is gemaakt en er geen enkel amendement daaromtrent werd ingediend. Wij hebben het ontwerp met unanimité goedgekeurd.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)
Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

De algemene bespreking is gesloten.
La discussion générale est close.

Bespreking van de artikelen **Discussion des articles**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 810. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(810/1)**
Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 810. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(810/1)**

Het wetsontwerp telt 8 artikelen.
Le projet de loi compte 8 articles.

Er werden geen amendementen ingediend.
Aucun amendement n'a été déposé.

*De artikelen 1 tot 8 worden artikel per artikel aangenomen.
Les articles 1 à 8 sont adoptés article par article.*

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.
La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 811. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(811/1)**
Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 811. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(811/1)**

Het wetsontwerp telt 7 artikelen.
Le projet de loi compte 7 articles.

Er werden geen amendementen ingediend.
Aucun amendement n'a été déposé.

*De artikelen 1 tot 7 worden artikel per artikel aangenomen.
Les articles 1 à 7 sont adoptés article par article.*

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.
La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Collega's, ik stel voor dat wij de vergadering hier opschorten voor vanochtend. Zoals gepland is er Conferentie van voorzitters binnen enkele minuten in Zaal 1.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering woensdag 19 maart 2008 om 14.15 uur.
La séance est levée. Prochaine séance le mercredi 19 mars 2008 à 14.15 heures.

*De vergadering wordt gesloten om 12.05 uur.
La séance est levée à 12.05 heures.*

<i>Dit verslag heeft geen bijlage.</i>
--

Ce compte rendu n'a pas d'annexe.